



---

## Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 2015

### Débat général

### « Dépasser les différences pour progresser réellement »

### « Overcoming differences to achieve real progress »

New York, le 27 avril 2015

Déclaration prononcée par Didier Burkhalter  
Chef du Département fédéral des affaires étrangères

---

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs,

Dans le monde d'aujourd'hui, promouvoir la paix et la sécurité est l'une des grandes priorités de la Suisse. Dans de nombreuses régions de la planète, nous conduisons des initiatives pour désamorcer les crises et réduire les risques de guerre en facilitant le dialogue ; en construisant des ponts entre les différences.

Dans ce cadre, nous voulons contribuer de manière concrète au renforcement du Traité de non-prolifération (TNP) et à la réalisation de ses objectifs. Le TNP est une des clés de voute de la sécurité internationale et constitue un pilier majeur des efforts déployés par la Suisse pour contribuer à créer un monde meilleur et plus sûr.

Les mutations du pouvoir dans le monde, les tensions géopolitiques actuelles et les instabilités régionales sont de nature à compliquer le processus de désarmement et de non-prolifération. Pour autant, ces défis ne doivent pas servir de prétexte à l'inaction. Au contraire, face à tant d'incertitudes et compte tenu de la pression qui pèse actuellement sur le régime nucléaire, il devient encore plus nécessaire d'accomplir des progrès notables en matière de désarmement et de non-prolifération.

Nous appelons toutes les parties à saisir l'occasion offerte par cette Conférence d'examen pour véritablement rechercher un terrain d'entente, contribuer à atteindre un résultat consensuel et donner un nouveau souffle au TNP ; mais ce nouveau souffle sera réellement porteur seulement si toutes les parties s'engagent dans un vrai dialogue constructif.

Le document final devrait porter ce dialogue : en réaffirmant les accords antérieurs, et en traçant une voie pour aller réellement de l'avant dans les trois piliers : la non-prolifération – l'usage pacifique du nucléaire – et surtout le désarmement. Ce document doit confirmer que le Plan d'action adopté voici cinq ans reste notre feuille de route. Nous proposons de fixer des « critères de référence » ambitieux mais réalistes, pour accélérer la mise en œuvre de toutes les mesures du Plan d'action.

Madame la Présidente,

La Suisse s'est activement impliquée dans les efforts visant à mieux comprendre les conséquences humanitaires catastrophiques de l'emploi des armes nucléaires. Que ce soit par accident, par erreur ou par intention, le fait même de faire exploser une arme nucléaire est un tel désastre humanitaire que nous n'avons pas de réponse à lui apporter.

Les conséquences désastreuses de l'explosion d'une arme nucléaire constituent la principale raison pour laquelle la Suisse est fermement déterminée à évoluer vers un monde exempt de toute arme nucléaire. Ces considérations d'ordre humanitaire sont une puissante motivation pour promouvoir non seulement le désarmement mais aussi la non-prolifération et la sécurité nucléaires.

L'objectif principal est donc clair : un monde exempt d'armes nucléaires. Il est de la responsabilité première des autorités de protéger les peuples contre de telles catastrophes. Il faut éviter, en toutes circonstances, le recours à de telles armes.

En matière de désarmement, des Etats dotés ont entrepris des réductions significatives de leurs arsenaux, démantelé des ogives et des installations nucléaires ou accompli des progrès en matière de procédures de vérification et dans d'autres domaines qui sont essentiels pour un monde exempt d'armes nucléaires.

Cette Conférence d'examen doit souligner la nécessité de poursuivre ces efforts et de s'engager plus intensivement sur cette voie. Des négociations sur le désarmement nucléaire visant des résultats concrets et dans le cadre d'une approche inclusive représentent un impératif. Il nous faut redoubler d'efforts pour convenir d'objectifs quantitatifs de réduction.

Nous devons également combler les vides juridiques qui existent dans le régime nucléaire. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires n'est toujours pas entré en vigueur et les négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles n'ont toujours pas été entamées. Une réflexion approfondie et inclusive sur la possibilité de développer des instruments additionnels pour faire avancer le processus de désarmement nucléaire multilatéral est nécessaire.

Il nous faut être ambitieux mais aussi pragmatique : si l'on veut donner une chance à l'élimination des armes nucléaires, alors il faut mener des processus coopératifs avec les Etats disposant de l'arme nucléaire et non pas contre eux. Nous partageons tous le devoir de créer collectivement l'environnement de sécurité propice à l'avènement d'un monde sans armes nucléaires, notamment en renforçant le rôle de l'ONU.

Un désarmement complet ne peut être atteint du jour au lendemain : une première étape urgente est de nous focaliser sur la réduction progressive des risques liés aux armes nucléaires. Les Etats qui disposent de ces armes doivent réduire leur niveau de disponibilité opérationnelle et allonger les délais de prise de décisions. En collaboration avec la Suède, la Nouvelle-Zélande et « Global Zero », la Suisse présentera cette semaine des suggestions pour réduire les niveaux d'alerte.

S'agissant des doctrines, la Suisse propose que les Etats dotés d'armes nucléaires limitent le rôle de ces dernières au seul but de dissuader d'autres Etats d'y avoir recours.

L'évolution récente démontre à quel point il est important que les Etats disposant de telles armes s'abstiennent de toute menace nucléaire à visée politique. Nous ne pourrions jamais empêcher toutes les crises ; mais nous pouvons, par des mesures de confiance, accroître la capacité de communication, notamment entre forces armées, pour réduire le risque d'une guerre nucléaire intempestive.

En ce qui concerne la non-prolifération, nous saluons la déclaration commune sur le programme nucléaire iranien prononcée en Suisse, à Lausanne. Nous encourageons les parties à conclure un accord global et durable : un vrai progrès de non-prolifération. Et nous sommes prêts à mettre à disposition nos bons offices pour toute nouvelle étape.

La Suisse continuera d'appuyer les efforts diplomatiques visant à résoudre les problèmes de prolifération. Nous appelons la République populaire démocratique de Corée (RPDC) à réintégrer le

TNP et nous invitons les parties engagées dans les pourparlers à six à relancer le processus de négociation.

Le système de garanties a été constamment renforcé ces dernières années et nous nous en réjouissons. Il sera nécessaire de poursuivre nos activités pour promouvoir l'adoption de Protocoles additionnels aux Accords de garanties généralisées de l'AIEA.

Par ailleurs, il nous faut continuer notre travail de sensibilisation sur les questions de sécurité nucléaire. Les Sommets sur la sécurité nucléaire ainsi que la Conférence ministérielle de l'AIEA ont souligné la nécessité de sécuriser tous les matériaux nucléaires destinés à un usage civil et militaire. La menace persistante du terrorisme et les vulnérabilités du cyberspace indiquent de défis croissants dans ce domaine.

L'accident nucléaire de Fukushima a démontré la nécessité d'assurer de meilleures mesures internationales de sûreté nucléaire afin de prévenir de futures catastrophes. La déclaration de Vienne visant à renforcer la Convention sur la sûreté nucléaire (CSN) doit être universalisée et mise en œuvre.

Cette Conférence d'examen doit également montrer un soutien concret aux efforts pour convoquer une conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Les consultations organisées par le facilitateur en Suisse le prouvent : il est possible de compter sur la participation de tous les Etats concernés. La Suisse a soutenu fermement le travail accompli par le facilitateur et nous invitons, là encore, toutes les parties à aborder cette question dans un esprit de coopération.

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs,

Une telle conférence d'examen est aussi l'examen de notre responsabilité à l'égard des peuples. Même si tout est toujours compliqué, cette responsabilité est limpide : nous devons travailler ensemble, dépasser progressivement nos différences et renforcer la sécurité dans le monde. La Suisse, mon pays, est déterminée à faciliter cet indispensable dialogue et à jouer son rôle de constructeur de ponts.

---

*Unofficial translation*

Madam President  
Ladies and Gentlemen

In today's world, promoting peace and security is a key priority for Switzerland. In various regions across the globe, we are undertaking initiatives to defuse crises and reduce the risks of war by facilitating dialogue and building bridges to overcome differences.

It is in this spirit that we seek to make meaningful contributions to the strengthening of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) and to achieving its objectives. The NPT is an irreplaceable cornerstone of international security and a major pillar of Switzerland's efforts to help build a better and more secure world.

Global power shifts, current geopolitical tensions, and regional instabilities may complicate the disarmament and non-proliferation process. Yet, such challenges must not be an excuse for inaction. On the contrary, the many uncertainties that we are facing and the current strain on the nuclear regime make substantial progress on disarmament and non-proliferation all the more important.

We call on all sides to seize the opportunity of this Review Conference to genuinely search for common ground, help achieve a consensus outcome, and reinvigorate the NPT; new impetus can only come about if all parties engage in constructive dialogue.

The outcome document should take our dialogue forward: by reaffirming past agreements, and by charting a way forward to make real progress in all three pillars: non-proliferation – peaceful use – and

above all: nuclear disarmament. The document should confirm that the Action Plan adopted five years ago remains our road map. We propose to define ambitious but realistic "benchmarks" to accelerate the implementation of all actions contained in the Action Plan.

Madam President

Switzerland has been actively engaged in efforts to deepen our understanding of the catastrophic humanitarian consequences of the use of nuclear weapons. A nuclear detonation, whether by accident, miscalculation or design, would constitute a humanitarian disaster of such magnitude that we would have no response to it.

The catastrophic consequences of a nuclear weapon detonation are the primary reason why Switzerland is determined to move resolutely towards a world without nuclear weapons. These humanitarian considerations are a powerful driver not only for nuclear disarmament but also for nuclear non-proliferation and nuclear security.

The overarching objective is clear: a world without nuclear weapons. It is a primary responsibility of authorities to protect their population from such catastrophes. We have to do everything possible to ensure that such weapons are never used again, under any circumstances.

Concerning nuclear disarmament, nuclear-weapon states have made significant reductions in their nuclear stockpiles, dismantled warheads, decommissioned nuclear facilities, or made progress on verification procedures and other elements essential for a world free of nuclear weapons.

This Review Conference should underline the need to continue these efforts and go further. There is a compelling need for results-oriented, inclusive nuclear disarmament negotiations. We have to redouble efforts to agree on goals for quantitative reductions.

We also must address the legal gaps in the nuclear regime. The Comprehensive Nuclear Test-Ban-Treaty has still not entered into force. Negotiations on a treaty prohibiting the production of fissile material have yet to commence. There is a need for thorough and inclusive conceptual discussions about possible additional instruments to advance multilateral nuclear disarmament.

We have to be both ambitious and pragmatic. Eliminating nuclear weapons requires engaging with the nuclear-armed states; it cannot be accomplished without them. We must collectively shape a security environment conducive to achieving a world without nuclear weapons, in particular by strengthening the role of the UN.

The total elimination of nuclear weapons cannot be achieved overnight: An initial urgent step is to focus on the progressive reduction of risks related to nuclear weapons. Nuclear-armed states should reduce the operational readiness of their weapons and lengthen decision times. Together with Sweden, New Zealand, and "Global Zero", Switzerland will host a Side Event later this week to present a study with specific de-alerting suggestions.

With regard to doctrines, Switzerland proposes that nuclear-armed states should limit the role of nuclear weapons to the sole purpose of deterring the use of nuclear weapons by other States.

Recent developments demonstrate how important it is that States possessing such weapons refrain from any nuclear threat for political purposes. We will never be able to avoid all crises; but we can, through confidence-building measures, strengthen communication channels, in particular between armed forces, to reduce the risks of an unintended nuclear war.

With regard to non-proliferation, Switzerland welcomes the Joint Statement of Lausanne on Iran's nuclear programme. We encourage the parties to conclude a comprehensive long-term settlement which would constitute a real success for non-proliferation. And we stand ready to provide our good services for further negotiations.

Switzerland will continue to support diplomatic efforts to resolve proliferation challenges. We urge the DPRK to return to the NPT. And we encourage the parties involved in the Six-Party Talks to re-launch the negotiation process.

We welcome the steady strengthening of the safeguards system in recent years. Continued outreach will be necessary to promote the adoption of Additional Protocols to the IAEA Comprehensive Safeguards Agreements.

We should also continue to raise awareness of nuclear security issues. The Nuclear Security Summits and the IAEA Ministerial Conference have highlighted the need to secure all nuclear materials used for civilian and military purposes. The persistent threat of terrorism and the vulnerabilities of cyberspace point to growing challenges in this field.

The Fukushima nuclear accident demonstrated the need for better international nuclear safety measures to prevent future catastrophes. The Vienna Declaration on strengthening the Convention on Nuclear Safety (CNS) must be universalized and implemented.

This Review Conference should also support concrete efforts to convene a conference on establishing a Middle-East Weapons of Mass Destruction Free Zone. The consultations convened by the Facilitator in Switzerland have proved that the participation of all relevant states is possible. Switzerland has resolutely supported the work of the Facilitator and we invite, once again, all parties to approach this issue in a spirit of cooperation.

Madam President  
Ladies and Gentlemen

This kind of review conference should also prompt us to consider our responsibility towards our peoples. No matter how complicated things are, this responsibility is clear: we have to work together, overcome progressively our differences, and strengthen global security. Switzerland, my country, is determined to facilitate this indispensable dialogue and to play its role as bridge builder.